

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

A PROPOS DU CONFLIT VIETNAM/ CAMBODGE

La question du conflit armé qui se développe entre le Vietnam et le Kampuchéa démocratique (ex-Cambodge) occupe la une de tous

les journaux. Mensonges et calomnies y sont déversés à plaisir par la presse bourgeoise comme révisionniste au service d'une vaste campagne anticommuniste.

Le Kampuchéa démocratique, particulièrement, suscite la haine des impérialistes qui, dès sa libération, ont déclenché une vaste campagne contre lui.

La haine des impérialistes

Pour bien en comprendre les raisons, il faut revenir à la signification de l'immense victoire remportée par le peuple cambodgien sur l'impérialisme américain. Un petit pays a réussi à chasser la superpuissance américaine en lui infligeant une défaite retentissante.

Et cela, il l'a réussi en comptant essentiellement sur ses propres forces, en refusant de se soumettre aux exigences de l'autre superpuissance, la soviétique qui entendait monnayer son «aide» contre une soumission à ses volontés et à ses plans. Depuis la victoire de 1975, le peuple du Kampuchéa, sous la direction de son parti communiste, le PCK, a choisi résolument la voie du marxisme-léninisme et remporté déjà de spectaculaires succès dans l'édification d'une société socialiste. Le sort du peuple, misérable sous la botte de Lon Nol, s'est déjà considérablement amélioré. Les problèmes vitaux de nourriture, de santé, de production sont déjà résolus.

Ce faisant, le Kampuchéa démocratique continue à défendre de façon vigilante son indépendance et sa liberté. Il témoigne sa solidarité fraternelle aux luttes révolutionnaires des peuples du monde, il participe activement au combat des pays du tiers monde pour leur indépendance, il resserre ses liens fraternels avec la République populaire de Chine.

Voilà bien des raisons pour que l'impérialisme américain, le social-impérialisme russe et les forces réactionnaires mondiales haïssent le Kampuchéa démocratique et complotent contre lui. L'audience grandissante que rencontre la voie choisie par le Kampuchéa démocratique parmi les peuples de la région du Sud-Est asiatique, comme dans le monde entier, malgré les tonnes de calomnies déversées contre lui, les met en rage.

Aussi tous s'efforcent-ils de l'isoler et de la calomnier, en espérant le détruire.

Il est toujours confronté, par l'intermédiaire de la Thaïlande notamment, à une agression camouflée, mais active de l'impérialisme américain.

(suite page 2)

DEMISSION D'UN DIRIGEANT DE LA CGT DES FONCTIONNAIRES

Aimé Pastre, ancien secrétaire général du syndicat national CGT des personnels pénitentiaires, vient de démissionner de la commission exécutive de l'union générale des fédérations de fonctionnaires CGT (UGFF). «Je désapprouve formellement, a-t-il déclaré, les positions et les initiatives adoptées par les instances fédérales confédérales depuis que s'est manifestée la crise au sein de la gauche». «Tour à tour, le comité fédéral national, la commission exécutive de la CGT, l'UGFF CGT, ont repris pratiquement à leur compte les arguments et l'analyse du PC, ce qui enlève toute crédibilité à une réelle confrontation des points de vue au sein de la CGT...»

Aimé Pastre est membre du mouvement des Radicaux de gauche. Ses déclarations viennent confirmer s'il en était besoin, que la direction de la CGT est inféodée au PCF et qu'elle impose la ligne politique de ce parti dans le syndicat, bafouant la démocratie, imposant d'en haut la ligne aux adhérents qui ne sont pas consultés et qui n'ont aucun pouvoir de décision. Le fait que ces contradictions entre le démissionnaire et la direction PCF de la CGT reflètent les contradictions entre les partis bourgeois ne change rien à l'affaire. La décision de Pastre indique que la crise de la gauche et l'attitude des dirigeants du PCF suscite jusque dans la haute direction de la CGT le refus d'adhérents de se plier au diktat du PCF.

• Plovenez du Faou (Finistère)

4e SEMAINE DE GREVE DE LA FAIM CONTRE LE REMEMBREMENT

Depuis le 10 décembre, la famille Guillou (le père, la mère, le fils) font la grève de la faim pour protester contre la décision de la commission du remembre-

ment. Le 17 décembre, Mme Guillou a dû être hospitalisée mais son mari et son fils continuent.

Ils ont travaillé durant des années pour pouvoir res-

ter vivre et travailler à la terre. Ils ont amélioré leur terre en faisant de leurs 25 hectares, 25 hectares de terres labourables. Depuis quelques années, on effectue un peu partout des remembrements. Chez les Guillou, il y a longtemps qu'on a rasé les talus encombrants. Mais les techniciens, sous l'autorité de la direction départementale de l'Agriculture et des Safer, ont décidé de couler encore des petits et moyens paysans en répartissant les bonnes terres aux gros, les mauvaises terres aux petits.

A Plonevez, les gros paysans qui possèdent en général beaucoup d'hectares mais pas grand chose en qualité, en profitent pour échanger, comme disent les Guillou, «dix voitures qui ne marchent pas contre une qui marche».

Quelles sont les réactions dans le pays ? Le curé : «Ils n'ont qu'à crever, j'en ai rien à foutre».

Le maire, sans étiquette, mais homme de gauche : il organise le sabotage de la grève de la faim, en allant individuellement voir tous les habitants de la commune pour les empêcher de la soutenir.

Quant aux syndicats paysans (FNSEA, CDJA, Modéf), ils organisent ce remembrement. Nous devons soutenir ces paysans qui luttent pour leur outil de travail, n'hésitent pas à mettre leurs jours en danger (Guillou père est un grand cardiaque) pour rester vivre et travailler au pays dans des conditions décentes.

EDITORIAL

Après sa tournée en Pologne et au Moyen-Orient... Carter sera en France, ce mercredi

C'est mercredi 4 janvier, que Jimmy Carter, le président de la superpuissance américaine, se rendra en France à l'invitation du président Giscard d'Estaing. Le gouvernement américain s'est lancé dans une vaste offensive diplomatique, au Moyen-Orient et en Europe principalement.

Une telle fébrilité ne peut s'expliquer que si elle est replacée dans le contexte de la rivalité toujours plus accrue avec l'autre superpuissance, le social-impérialisme russe.

En témoignent aussi les thèmes des discussions et les pays visités, qui ne sont pas fortuits.

En Pologne, les entretiens ont surtout porté sur la prétendue «sécurité européenne», ou chacun s'est gargarisé de mots sur la «paix» et la sinistre farce de la «détente».

Un des points sur lequel le chef de file de l'impérialisme US porte particulièrement son attention, c'est le Moyen-Orient. Il tient à y conserver son hégémonie à plus d'un titre : d'une part, sa situation stratégique, aux portes de l'Europe, d'autre part, c'est la première source d'approvisionnement en matières énergétiques pour le monde occidental. Région qui intéresse donc tout autant le social-impérialisme russe.

Carter a rencontré Begin, le premier ministre israélien, aux États-Unis, les 16 et 17 décembre. Puis ce fut le tour du roi Hussein de Jordanie à Téhéran, dimanche dernier, puis le Shah d'Iran, les dirigeants de l'Arabie Saoudite ; il rencontrera également Sadate juste avant de venir à Paris. Partout, il ressort les mêmes litanies, il prône l'inconciliable.

A l'heure actuelle, Carter et le gouvernement américain essaient de se présenter comme les garants de la paix dans la région, comme faisant pression sur Israël pour que celui-ci fasse des concessions. Or, qui, depuis des années, poussent l'État sioniste et raciste d'Israël à l'expansion ?

Qui arme et entraîne le bras des assassins ? Qui finance les crimes perpétrés contre le peuple palestinien ? C'est les mains pleines du sang palestinien que l'impérialisme américain parle de paix. Toutes les manœuvres perfides ne sauraient masquer cette réalité. Tous les peuples et pays arabes, et en premier lieu le peuple palestinien - qui vient d'ailleurs de célébrer le 13e anniversaire de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) - n'ont rien à attendre de ces ballets diplomatiques. Ce

Carter ne néglige pas pour autant la situation dans la Corne de l'Afrique, où la rivalité américano-soviétique est particulièrement vive et où le social-impérialisme a perdu récemment des plumes (Somalie) ; pas plus qu'il ne néglige l'océan Indien où la flotte soviétique est la plus importante. Ces deux points, avec le Moyen-Orient, sont des zones stratégiques pour l'approvisionnement en matières premières. Une hégémonie complète du social-impérialisme russe créerait une véritable situation de blocus pour l'Europe.

Au cours de la rencontre avec Giscard, qui devrait durer trois jours, toutes ces questions seront abordées ainsi que d'autres. Brzezinski, directeur du Conseil national de sécurité américain, déclarait récemment que la France «est un pays clé en Europe. Elle joue un rôle de premier plan dans les relations est-ouest et sur le continent africain et nous avons des problèmes importants à discuter avec elle dans le domaine nucléaire».

Sur ce dernier point d'ailleurs, entre autres, il y a des contradictions importantes. Mais pour le peuple de France, la venue du chef d'une superpuissance impérialiste qui rivalise pour l'hégémonie mondiale, ne peut qu'inspirer une légitime haine de classe. Brejnev et Carter sont les principaux fauteurs de guerre et les pires ennemis de tous les peuples du monde.

● Pontoise

Après la mort d'un jeune tué par un policier

Le père oblige la justice à intervenir

Le 19 décembre, à Pontoise, un jeune est mort, abattu une fois de plus par un policier. Celui-ci a prétendu s'être lancé à sa poursuite lors d'un contrôle d'identité. Il «s'était senti menacé par le fuyard qui, accroupi dans l'ombre, tenait un objet brillant dans la main».

En fait, les expertises ont montré que le jeune avait été tué d'une balle dans la nuque ! Cependant, le parquet de Pontoise n'a pas jugé bon d'ouvrir une information, la balle n'ayant pas été tirée à bout portant mais d'une distance de «plus d'un mètre», et le policier déclarant avoir fait les sommations réglementaires.

La chancellerie et le parquet général de Versailles ont appuyé cette décision déclarant qu'il n'y avait eu «ni crime, ni délit, mais application de la loi par le gendarme Christian Lecanu qui a ouvert le feu sur un fuyard après avoir fait les sommations réglementaires».

Comment s'étonner après cela que les policiers se sentent soutenus et se mettent à jouer de la gâchette de la façon la plus expéditive comme ils le font davantage encore depuis plusieurs mois. Alors que des travailleurs immigrés et des jeunes surtout meurent vic-

times de la répression policière, la justice se montre pour le moins étonnamment indulgente, quand elle n'approuve pas la conduite des policiers.

Voilà pourquoi le brigadier Marchaudon a pu se montrer si calme, et même souriant, lors de la reconstitution d'une course-poursuite au terme de laquelle il a tué à bout portant un jeune, dans la banlieue parisienne.

La justice bourgeoise, donc, aurait voulu cette fois étouffer l'affaire. Mais le père de la victime, M. Fabien Vasseur, ne pouvait tolérer cela. Sur les conseils de son avocat, il a déposé plainte pour homicide volontaire et s'est porté partie civile. Le procureur adjoint de la République de Pontoise s'est donc vu dans l'obligation d'ouvrir une information. Il s'est borné à parler, dans les motifs de cette action judiciaire, d'information pour... homicide involontaire, considérant que la mort du jeune nomade était due à un homicide par imprudence. A l'en croire, qu'un policier tue un jeune d'une balle dans la nuque, tirée à quelques mètres de distance, ce n'est qu'une «imprudence», tout au plus. Ce n'était pas l'avis des 200 personnes qui ont assisté vendredi après-midi aux obsèques du jeune Vasseur.

40 ouvriers d'une usine américaine, morts du cancer de l'amiante

L'usine Tyler employait 900 ouvriers qui, durant des années, ont travaillé sans protection dans la poussière d'amiante. Quarante d'entre eux sont morts ces dernières années, atteints du mésothélium, le cancer de la plèvre causé par l'amiante.

Deux cents autres ouvriers sont atteints de telle manière qu'ils sont condam-

nés. La direction et les inspecteurs du travail ont, durant des années, connu le danger qu'encouraient les ouvriers de cette usine. Mais pour éviter toute lutte, ils n'ont rien dit aux ouvriers.

Quatre cents ouvriers ont attaqué la direction en justice et lui réclame 100 millions de francs de dommages et intérêts.

Economie des principaux pays capitalistes

Angleterre, Etats-Unis, France, Allemagne, Japon.

Précis historique

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies :

Les Herbes sauvages

La Force du Livre

Paris 20e

Lyon 1er

et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.



A PROPOS DU CONFLIT VIETNAM/CAMBODGE

(suite de la page une)

L'intérêt des peuples cambodgien et vietnamien

Mais, au-delà, de cette intox à grande échelle, nombre de gens sincères sont troublés par ces événements et s'interrogent sur leur cause et leur signification. Le peuple vietnamien, comme le peuple cambodgien, ont tous deux mené la lutte contre l'impérialisme américain et se sont accordés, à cette époque, une aide mutuelle et fraternelle. Tous deux entendent construire actuellement le socialisme dans leur pays. Alors que se passe-t-il réellement à l'est du Mékong et pourquoi ?

Des problèmes de frontières ont certes été légués par le colonialisme et l'impérialisme entre les deux pays voisins. Le territoire du Cambodge, au cours de l'histoire, a été considérablement démembré. Des provinces entières lui ont été arrachées. Cela a été le fait principalement du colonialisme français. Avant

● Kampuchéa démocratique Arrivée de E.F Hill Président du Parti communiste marxiste-léniniste d'Australie

La radio du Kampuchéa démocratique (Cambodge) vient d'annoncer l'arrivée à Phnom Penh d'une délégation du Parti Communiste d'Australie (marxiste-léniniste) conduite par son président E. F Hill. La délégation, invitée par le Comité Central du Parti communiste du Kampuchéa (PCK) a été accueillie à l'aéroport notamment par Ieng Sary, membre du comité central du PCK et Leng Thirith, ministre des affaires sociales. Pol Pot, secrétaire du Comité central du PCK a reçu la délégation des camarades australiens le jour même de leur arrivée et a offert un banquet en leur honneur.

● Guadeloupe

Depuis le 14 décembre, les ouvriers de la «Cimenterie antillaise» sont en grève pour obtenir la réintégration d'un chauffeur licencié et pour obtenir une prime annuelle de production égale à 40 % du salaire mensuel. Les dockers en solidarité pourraient refuser de décharger le ciment des navires.

Les ouvriers d'une autre usine «le Sucrière Beauport», sont en grève contre le licenciement de treize d'entre eux et contre le non-paiement d'un mois de lock-out.

d'abord colonisé le Vietnam, il s'en est servi comme tête de pont pour démembrer le Royaume du Cambodge, avant de l'occuper totalement. Mais la position du gouvernement du Kampuchéa démocratique sur cette question a toujours été claire et nette : le passé est le passé et il ne revendique rien de ces territoires.

Par contre, il ne tolère pas, et le peuple du Kampuchéa est prêt à se sacrifier pour cela, que de nouvelles portions de son territoire lui soient désormais arrachées.

800 000 patriotes cambodgiens ont donné leur vie au cours de la guerre de Libération pour défendre leur patrie. Ceux qui survivent sont prêts à défendre le pays dans lequel ils ont commencé d'édifier une nouvelle société socialiste.

Les frontières actuelles du Kampuchéa avaient d'ailleurs été reconnues par le GRP du Sud-Vietnam au cours de la lutte de libération. Le Kampuchéa démocratique, en ce qui le concerne, n'a de revendications territoriales envers personne.

Le Vietnam, de son côté, qui a aussi mené une lutte héroïque contre l'impérialisme américain, également engagé dans la construction d'une société socialiste, déclare la même chose.

Pourtant, le conflit existe et se développe, suffisamment grave, pour provoquer des pertes apparemment importantes des deux côtés. Alors où est la solution ? C'est celle qui s'impose pour tout conflit surgi entre pays du tiers monde, à plus forte raison quand ils sont socialistes : celle de la discussion, de la négociation par la voie pacifique. Celle

même qui avait été adoptée, en 1975, où Hanoi recevait une délégation cambodgienne, conduite par le secrétaire général du Parti communiste cambodgien, Pol Pot, et en 1976, où Phnom Penh accueillait à son tour une délégation vietnamienne.

Cette recherche de la négociation pacifique, du renforcement de la coopération et de l'amitié dans le total respect de l'indépendance

mutuelle, va dans le sens de l'intérêt du peuple cambodgien comme du peuple vietnamien.

Tous deux ont intérêt à s'épauler mutuellement dans la lutte contre l'impérialisme américain - toujours actif dans la région du Sud-Est asiatique - et contre le social-impérialisme russe qui, comme partout ailleurs, rêve d'y semer la division entre les peuples pour assouvir sa domination.



Treizième anniversaire de l'OLP

La résistance palestinienne a célébré samedi son treizième anniversaire au village de Damour à une dizaine de kilomètres au Sud de Beyrouth où se sont installés les réfugiés du camp de Tall El Zaatar.

Des centaines de militants en armes ont défilé à cette occasion dans les ruelles du village avant de se rassembler dans un stade où Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, a fait un discours attaquant les Israéliens et les impérialistes américains. Il a déclaré : «A Carter, aux Etats-Unis, et au sionisme mondial qui veut imposer aux Palestiniens la capitulation, notre réponse, ce sont les fusils, c'est notre volonté révolutionnaire et notre inflexible détermination».

Le lendemain dans un autre discours, il a répondu à «la dernière trouvaille de Brzezinski» qui dans une récente interview à une revue française avait dit «bye, bye, OLP» : «Brzezinski, s'il ignore la réalité, doit bien comprendre que ce serait plutôt l'adieu à l'Amérique et à ses intérêts dans le monde arabe car il ne saurait y avoir de substitut à l'OLP». Enfin, il a mis en garde Carter contre ses tentatives de substituer à l'OLP d'autres interlocuteurs pour régler le problème palestinien. «Le Proche Orient ne connaîtra la paix et la stabilité que lorsqu'un Etat palestinien aura été édifié. Nul ne pourra ignorer la révolution palestinienne».

● Indonésie

Six jeunes garçons morts dans un commissariat

Six jeunes garçons âgés de 10 à 16 ans sont morts dans la cellule d'un commissariat où ils avaient été enfermés. D'après la police, du pays, ils seraient morts asphyxiés, leur cellule étant trop petite. Ces jeunes garçons avaient été arrêtés pour avoir tenté d'élever une barricade sur une route.

Semaine de manifestations dans les universités

Un important mouvement de lutte se déroule dans les universités indonésiennes. A Bandung, Djakarta, Ambon (Moluques) Ujungpandang (Célèbes), et dans d'autres villes, les étudiants ont manifesté contre la mort d'un étudiant assassiné par un policier, contre la politique gouvernementale,

contre les violations de la constitution et pour le respect des clauses de la constitution concernant les droits de l'homme.

Un dirigeant communiste condamné à la prison à vie

Il y a quelques jours, le gouvernement a libéré 10 000 des 30 000 prisonniers politiques connus pour avoir été cadres ou dirigeants du Parti communiste. Pourtant, les jugements se poursuivent. Selon les chiffres officiels, 800 communistes attendent d'être jugés.

L'ancien maire communiste de Mageland (centre de Java), M. Argo Ismoyo a été condamné à la prison à vie. Il a été reconnu coupable de subversion et de rébellion contre le gouvernement par le tribunal de Mageland.



A la mémoire de notre camarade André Cuisinier

Le 24 décembre 1975, il y a deux ans, notre camarade André Cuisinier trouvait la mort dans un accident de la route. André était membre depuis 7 ans du PCMLF. Il était un collaborateur dévoué de son Comité central. André connaissait les difficultés et les sacrifices que doivent consentir quotidiennement les ouvriers et les gens du peuple.

Très jeune, il se révolta contre une société injuste et décida de consacrer sa vie et ses efforts au service du peuple, au service de la lutte pour le socialisme et le communisme. Il avait fait sien ce noble idéal du communisme qui faisait de lui un homme dévoué et loyal, prêt à tous les sacrifices pour la cause de la révolution prolétarienne.

Tous ceux qui l'ont connu ne l'oublieront pas. Plus que jamais, André est vivant dans le cœur et l'esprit de ses camarades de lutte qui poursuivent le combat auquel de son vivant il a contribué de toutes ses forces.

André est vivant car ce combat, qui faisait le sens de sa vie, est plus vivant que jamais.

A ses parents, à sa femme, à sa fille, nous faisons la promesse de poursuivre la lutte pour l'idéal qui animait André.

Abonnement spécial

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

COURRIER

Nous reproduisons ici intégralement la lettre de jeune de Corbeil qui a été torturé au commissariat de Ponthierry et qui a porté plainte.
Le 23/12/1977 CORBEIL 91

Chers amis,

Dans l'Humanité Rouge du 12 octobre 1977, j'ai raconté comment moi et des copains, nous avons été passé à tabac par les flics de Ponthierry.

Après quoi j'ai porté plainte et je me suis constitué en partie civile contre la brigade de recherche de Melun, pour coups et blessures, outrage et viol de domicile.

Mon avocate me demandait pour cela 1000 francs, rien que pour la plainte. Après une convocation chez les flics mon avocate accélère la procédure, mais pour le moment je n'ai aucune nouvelle.

Des amis, militants de l'Humanité Rouge et des cellules du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) (à Corbeil et à Rennes) ainsi que la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) pendant la fête de Saint-Brieuc et des lecteurs du quotidien m'ont aidé à atteindre cette somme.

Je remercie tous ces gens et leur parti du soutien moral, financier et politique qu'ils m'ont apporté.

Un jeune appartenant à la jeunesse ouvrière qui lutte contre le fascisme et ses chiens de garde.

56 handicapés reçus à l'Elysée

UNE DEMAGOGIE IGNOBLE !

En période électorale tous les partis bourgeois de la gauche à la droite sans exception se mettent soudain à s'intéresser aux handicapés. Les centres et institutions dans lesquels travaillent les handicapés, les associations qui les regroupent ainsi que leurs familles sont soumis à un harcèlement de promesses, à un ruissellement de démagogie. Cette année, c'est Giscard lui-même qui a donné le coup d'envoi. Il a reçu 56 handicapés à l'Elysée et en a profité pour faire de la publicité à la loi d'orientation «en faveur des handicapés» dont le décret vient de passer au Journal officiel fort à propos.

«Les personnes handicapées ne sont pas des exclus»

a dit Giscard. En réalité, la loi d'orientation du 30 juin 1975 vise à dépister dès la maternelle les enfants «suspects de handicaps» pour les orienter vers une «formation de type scolaire» qui sera en fait une «éducation spéciale» au rabais.

En réalité, cette loi dispense les entreprises de l'obligation à laquelle elles étaient soumises par la loi de 1957 d'employer 3 % des handicapés.

Il suffit qu'elle créent leur propres «ateliers protégés» pour handicapés ou passent des «contrats de sous-traitance» avec les ateliers protégés existants. Cette loi tend donc bien à accroître la ségrégation des travailleurs handicapés au lieu de leur permettre de s'intégrer à la vie des autres travailleurs.

«Elles doivent participer sur un pied d'égalité à la vie commune des Français»

En réalité, la minorité des travailleurs handicapés qui parviendront à

rester dans le secteur ordinaire de production toucheront 100 à 130 % du SMIC. Les autres seront répartis selon leur handicap en «atelier protégé» ou «centre de distribution de travail à domicile» à 90 % du SMIC, en travail protégé dans une entreprise ordinaire à 80 % du SMIC, en «centre d'assistance par le travail ou CAT» à 70 % du SMIC. Et encore pour ces derniers qui sont parmi les plus nombreux, ils en toucheront leurs 70 % qu'à l'issue de «leur période d'essai». Il y a là au moins deux grandes inégalités.

— La grande majorité des handicapés qui ont pourtant les mêmes besoins que les autres travailleurs sinon plus, étant donné les difficultés qu'ils ont à traiter et surmonter leur infirmité, devront vivre avec moins que le SMIC : leur SMIC à eux, est reconnu officiellement inférieur d'un tiers au SMIC «normal».

— Les handicapés ne pourront choisir ou refuser le travail que leur offrira une «commission technique d'orientation». Cela signifie que des travailleurs facilement classés handicapés pour peu qu'ils ne soient pas jugés assez rentables, seront orientés d'office par ces temps de chômage en «atelier protégé» pour y être surexploités avec des salaires de misère.



«Les personnes handicapées ont le droit à notre affection»

L'affection soudaine de Giscard s'explique par l'importance des votes. Les handicapés représentent plusieurs millions de voix. Le restant de l'année, à part la «quête annuelle» qui est une insulte aux travailleurs handicapés, la société capitaliste ne leur témoigne que mépris et ségrégation. Giscard parle d'affection mais se montre plein de louanges pour une loi qui porte en outre atteinte à terme aux avantages acquis par un certain nombre d'handicapés.

Ce que veut la bourgeoisie, ce n'est pas améliorer le sort des handicapés, c'est niveler par le bas les ressources et les possibilités d'un nombre accru de travailleurs.

Une victoire pour les handicapés

Giscard s'est vu obligé de faire un certain nombre de promesses sur l'accès des handicapés aux bâtiments publics et aux transports en commun.

Bien sûr, ce ne sont que promesses. Mais s'il a été contraint de les faire, c'est que les associations de travailleurs handicapés, ont mené la lutte à plusieurs reprises cette année sur ce point. Rappelons qu'à Marseille, une centaine d'handicapés du Comité pour l'accessibilité au métro avaient perturbé l'opération «métro portes ouvertes» de Defferre.

SOUSCRIPTION

Le 2 janvier au matin, le total enregistré du montant de la souscription se montait à 55 2614,63 F.

Des camarades du CDHR Fameck-Uckange nous font part dans une lettre du succès qu'ils ont remporté localement, mais aussi de la faiblesse de la souscription de masse. Encouragés par leur premier succès, ils organisent une rencontre détente avec les contacts et amis (voir annonce ci-contre). Voici des extraits de leur lettre :

Ci-joint la somme de 2 000 F avant la fin décembre. C'est chose faite et même plus. Nous dépassons nos prévisions. La bataille n'en est pas pour autant finie puisque nous la continuons. Nous avons remarqué toute fois notre faiblesse quand au travail de souscription en direction des masses. C'est par différentes initiatives que nous

tachons de le régler. La première a été de participer à trois braderies ce qui nous a permis de rassembler plus de 600 Francs, dont 157 F de souscription de travailleurs, le reste étant la ristourne sur les livres ven-

Nous avons reçu également la lettre d'un lecteur de Bessé-en-Baye.

Je vous envoie un nouveau chèque complémentaire de 80 F. Il nous faut les 60 millions pour intervenir efficacement en mars 1978.

Nombreux sont les travailleurs qui ne nous connaissent pas, qui sont égarés dans l'Union de la gauche. Il est possible de les arracher à cette influence mais pour cela il nous faut les moyens de propagande suffisants. Il faut montrer que

la voie de la révolution est possible. Les travailleurs sont politiquement mobilisés dans leur ensemble durant la période des élections et, si nous n'avons pas les moyens suffisants pour éditer le matériel de propagande, nous nous repentirions longtemps de cela à l'avenir. La ligne que nous impulsions actuellement doit être connue du maximum de travailleurs. Elle

joue et doit jouer un rôle moteur dans notre implantation dans la classe ouvrière.

Le quotidien de la classe ouvrière vivra !

• La Fensch

Les communistes marxistes-léninistes de la Fensch s'organisent.

APRES-MIDI «Rencontre-débat».

DIMANCHE 8 JANVIER 1978 de 15 h à 19 h

centre socio-culturel à Huckange

Débat à 16h 30 : «Pourquoi les patrons ont-ils gagné à Usinor-Thionville?»

Exposition sur plusieurs thèmes : la bataille de 1978, le 10e anniversaire du PCMLF, les luttes dans la région, la santé, la lutte contre les mesures Stoléro, le quotidien.

Animation culturelle
Restauration - Table de presse



Témoignage

LA REVOLTE DES ELEVES DU CET DU PARGO DE VANNES

Les conditions de sécurité ne sont pas respectées : fils électriques dénudés, machine à laver reconnue dangereuse par la commission de sécurité ; le matériel est vétuste, mal entretenu ; des machines à écrire datant de 20 ans, un pont-élévateur inutilisable en mécanique-auto, cinquante élèves dans un dortoir fait pour quarante... les méthodes éducatives tiennent souvent de la caserne (carotte-bâton) et sont axées sur le mépris et la pitié.

«Ce n'est pas de notre faute si nos élèves sont des incapables, le rebut de la société», dit la candidate aux élections municipales P C

«Vous êtes des bécaasses», dit l'autre conseillère municipale de gauche du coin. «Ils sont nés comme ça, la moitié ne devrait pas être là, mais en maison de redressement», braille l'économe devant une machine à écrire cassée. «Je me demande ce que vous faites là, vous seriez mieux à l'hôpital psychiatrique».

Mais on brandit la concertation, le dialogue, à condition que les élèves ne critiquent pas les professeurs !

«C'est inadmissible, les jeunes ne doivent pas juger les adultes, c'est la porte ouverte à je ne sais quoi !», à condition que seuls, les adultes raisonnables donnent leur point de vue.

Forcément, les «autres» ne savent pas penser et sont faits pour obéir. Futurs OS, futurs chômeurs.

Et ça se révolte ! Devant le renvoi ultra-rapide d'un camarade qui dans cette merveilleuse atmosphère éducative a traité le surgé «insolemment» : «Tu me casses les...» Ça explose et toutes les revendications s'accumulent. Pourquoi ça, pourquoi ça, comment se fait-il ? et 800 élèves font grève...

Bien entendu, l'administration les traite d'irresponsables, menés par des groupuscules, les JCMLF en prennent plein la gueule. Bien entendu, ils sont «poussés» par des profs qui les «manipulent»... «Un tract comme ça, ils n'ont sûrement pas pu le faire tout seuls, ils en sont incapables ! donc y a des profs là-dedans...»

Parmi les profs, un petit noyau formé de quelques militants du SGEN quelques cégétistes et de non-syndiqués soutiennent les élèves, mais la majorité crie au scandale : «L'honneur de l'enseignement public est en jeu», même si ce profs reconnaissent qu'il y a «des problèmes», ça ne se dit pas et puis, il faut employer les méthodes «légal».

Pensez ! Même pas de préavis ! ils auraient pu le

dire qu'ils allaient faire grève...! A la première rencontre avec l'administration, où une belle brochette accueille les élèves : inspecteur d'Académie, inspecteur de l'enseignement technique, dirlo, les deux surgés, les deux chefs de travaux, leur parlent histoire (ils avaient employé le mot «collabo» dans leur tract !) commente la construction des phrases du tract ! les élèves font demi-tour... ils laissent en plan les «huiles» stupéfaits.

Les élèves tiennent bon ! s'organisent, maladroitement parfois, mais c'est leur première grève...

Un conseil d'administration se réunit de toute urgence (comme par hasard le vendredi soir, quand le collège est vide !) et... accepte généreusement deux revendications : la mixité au petit déjeuner, ce qui permet aux filles de se lever une demi-heure plus tard et la mixité au ciné-club, et c'est tout !

Les élèves apprennent cela le lundi matin 5 décembre. Quoi ! et on s'étonne qu'ils soient déçus ! Malgré les pressions de toutes sortes (profs, parents, administration) 164 élèves se remettent en grève. Alors, c'est le chantage.

«Si à 11 h vous n'avez pas repris les cours, vous êtes renvoyés», dit la brochette d'huiles. Ça hésite, la peur s'installe, grandit.

Pourtant, 104 élèves tiennent bon et c'est 104 télégrammes qui sont envoyés aux parents. «Votre enfant absent ce jour, veuillez envoyer justification de son absence ou venir le retirer de l'établissement d'extrême urgence». Qu'est-ce que ça veut dire se «retirer» ? Renvoi ? Pas renvoi ? Et le mardi, les parents défilent ; dans cette ambiance, la peur monte, certains parents frappent, car ce que dit l'administration est forcément vrai, d'autres soutiennent leur enfant, d'autres pleurent.

Un renvoi c'est terrible pour ce paysan ou cet ouvrier qui sait que le chômage est au coin de la rue. L'administration se garde bien de rassurer. Personne ne sait si c'est un renvoi provisoire ou définitif : «Vous le retirez et qu'il se mêle de ses oignons, on vous dira après ce qu'on en fait !» La grève est brisée, les élèves récupérés, désorientés, attendent la venue

ou non de leurs parents. Les quelques courageux qui disent aux parents de ne rien signer et battent le rappel sont personnellement pris par le collet par l'inspecteur et le surgé et flanqués hors de l'établissement sans que leurs parents viennent les chercher, eux, les «indésirables, les meneurs».

Du côté prof, un article du SGEN qui soutient les élèves et dit tout haut dans la presse ce que tout le monde pense tout bas. Une quinzaine de profs vont demander des comptes à l'administration en exigeant qu'il n'y ait aucun renvoi et à l'inspecteur d'académie demandant que les problèmes des élèves qui sont les leurs aussi soient réglés d'urgence.

Tous les élèves sont finalement repris, à condition — elle ne perd pas le Nord, l'administration — «Monsieur, madame, on reprend votre rejeton, mais... quand vous aurez payé le télégramme : 19,80 F ! sans quoi, la porte !...» Et les parents convoqués toute la semaine heure par heure, paieront bien sûr ; que faire d'autre, seul ! la Fédération de parents d'élèves Cornec ayant accepté.

Un élève, bien rangé, bien docile, ça vaut 19,80 F «Le pont-élévateur va arriver ; il y aura très bientôt trente machines à écrire ; la machine à laver sera remplacée dès la rentrée de janvier», «surtout, ne croyez pas que c'est dû à la grève des élèves», clame l'inspecteur d'académie.

La Jeune Garde Rouge No 20 est parue

Dans ce numéro on trouvera, un article sur la lutte du CET du Pargo. S'y trouvent aussi de nombreux articles sur les luttes que mènent les jeunes dans un CET à Orléans, dans un centre FPA, dans les écoles d'infirmières. Dans ce numéro également le point des actions pour faire taire le fasciste Sardou.

La Jeune garde rouge paraît tous les mois. Prix de l'abonnement pour un an 27 F.

Ecrire en précisant : Pour la Jeune Garde rouge à l'Humanité rouge BP 61 75 861 Paris Cedex 18 CCP : 30 226 72 D La Source

Sequestrations

Les travailleurs de la Compagnie industrielle de fabrication près d'Alençon ont séquestré le directeur la semaine dernière. Après l'avoir «retenu» plus d'un jour, ils l'ont libéré, ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications concernant le versement de la prime de fin d'année.

Quelques jours plus tard, ce sont le directeur et le syndicat des Forges et ateliers de Combe Plaine à Reims qui se sont vus séquestrés par une centaine d'ouvriers. Ceux-ci s'opposent aux licenciements annoncés. C'est alors que les flics avaient pris position autour de l'usine que la séquestration a été levée.

Association nationale des Paysans-Travailleurs Communiqué

Le 28 décembre 1977, les Paysans-Travailleurs viennent de réunir leur commission lait.

A cette occasion, ils renouvellent leur opposition la plus ferme à la taxe de co-responsabilité.

En effet, cette taxe s'inscrit dans un ensemble de mesures (primes, plans de développement, etc.) provoquant l'élimination des petits paysans :

— d'une part, par la ponction sur le revenu.

— d'autre part, par l'utilisation des fonds qui vont servir essentiellement les intérêts des groupes les plus puissants de l'agro-alimentaire.

La signification profonde de la taxe, c'est qu'à terme, la production laitière sera réservée aux régions ayant les aptitudes naturelles les plus favorables, et dans ces régions, aux ateliers de grande dimension permettant un prix du lait le plus bas. On aboutit ainsi à une suppression du soutien des marchés et à un prix du lait proche du prix mondial, alors qu'actuellement, il est bien supérieur.

C'est ainsi que la FNSEA s'estime satisfaite de participer à la gestion des marchés et prétend défendre le revenu des petits paysans.

Une autre «victoire» de la FNSEA :

— on évalue le franc vert de 2,5 %.

— entre-temps, les montants compensatoires passent de 15,5 % (au 1er décembre) à 19,4 % (26 décembre), soit déjà près de

4 %, donc une perte de 1,5 % pour le producteur français.

Qu'en sera-t-il dans un mois ?

On le voit bien : les préalables ne sont que des tromperies pour faire accepter le principe de la taxe.

Les Paysans-Travailleurs dénoncent la pseudo représentativité de la FNSEA ; il n'y a pas eu de consultation des producteurs. La FNSEA sait bien qu'ils sont contre la taxe à plus de 80 %.

La FNSEA trahit donc les petits et moyens paysans qu'elle devrait défendre.

Actuellement, 18 départements s'opposent à la taxe, malgré les menaces actuelles de répression. Ce sont les régions où un rapport de force a été créé.

La force des opposants réside dans leur détermination et dans le nombre des laiteries qui respectent leur refus et ne jouent pas le jeu de la concentration. Les laiteries qui prélèvent trahissent la lutte de ceux qui refusent la taxe.

Dans de nombreuses régions, les Paysans-Travailleurs sont à l'origine de la pointe de la lutte contre la taxe. Ils sont de plus en plus décidés à la poursuivre.

Comme ils l'ont toujours déclaré, les Paysans-Travailleurs restent favorables à une lutte commune la plus large possible et sont prêts à se joindre à toute initiative pour s'opposer à la taxe.

Paris le 29 décembre 1977

Luttes et répression, ça bouge aux PTT

Ces derniers temps, les mesures de répression se sont multipliées aux PTT, notamment dans les centres de tri.

Des licenciements ont eu lieu à Créteil, au PLM à la Recette principale. Au centre du Landy, ce sont deux travailleurs qui suite à la grève du début de l'été 1977, sont sanctionnés. L'un est suspendu pour quatre mois, l'autre menacé de licenciement.

Tout récemment, c'est à St-Lazare et à Tolbiac que l'administration menace avec des licenciements.

Au PLM, ceux qui ont pris une part active à la lutte contre le licenciement de l'inspecteur élève sont touchés par la répression et ce d'autant que les dirigeants syndicaux se sont ouvertement désolidarisés de cette lutte.

Dans le même temps, des luttes se développent. Grève au centre de tri de Pontoise contre le licenciement d'une trentaine d'auxiliaires. L'administration qui garde le souvenir cuisant de la grève de 1974 espère empêcher que le profond mécontentement des travailleurs des PTT ne se transforme en lutte.

Mais même avec la répression, même avec la complicité objective de certains dirigeants syndicaux, il y a peu de chance qu'elle aboutisse.

LE REPONDEUR FONCTIONNE A NOUVEAU

Téléphonez au 202-18-29

A nos lecteurs et diffuseurs

Dans notre prochaine édition hebdomadaire (du vendredi 6 janvier) paraissant sur huit pages, nous consacrerons une place importante à Lorient.